

Budget

Actions. Manifestations dans une rare unité, hier à Paris et en province, d'employeurs et de salariés contre la réduction des budgets culturels.

LE MONDE DE LA CULTURE ENTRE EN SCÈNE

Des centaines de professionnels de la culture ont défilé lundi, à Paris et en province, pour protester contre les coupes budgétaires, au moment où Aurélie Filippetti jugeait que son ministère avait déjà participé « plus que les autres » à la réduction des déficits. « Nous sommes un millier cet après-midi à Paris. Ils étaient 100 ce matin à Marseille et d'autres marches sont organisées aujourd'hui à Metz, Bordeaux... », a lancé au début de la manifestation parisienne Denis Gravouil, secrétaire général de la CGT-Spectacle. Le visage masqué de blanc, des salariés du Théâtre Marigny menacés de licenciement côtoyaient des représentants de la Comédie-Française, des artistes-interprètes ou encore des journalistes dans le défilé parisien. Partie de la place de la République, la manifestation devait s'achever dans l'après-midi au Palais-Royal, non loin du ministère de la Culture. Une délégation devait entre-temps être reçue par des conseillers du Premier ministre. Les manifestants craignent de nouvelles baisses sur les budgets culturels de l'État et des collectivités territoriales et s'inquiètent des conséquences de certaines dispositions du projet de loi sur la décentralisation.

Ils redoutent également le résultat des futures négociations de l'assurance-chômage sur les intermittents du spectacle. « C'est davantage que de la crainte, c'est de la colère que nous ressentons. Pendant la campagne, François Hollande s'était engagé à sanctuariser le budget de la culture et on en est à une baisse de 3% », a dit à Paris Angeline Barth, secrétaire générale du Syntac-CGT (professionnels du théâtre et des activités culturelles). « Sur un budget infime comme le nôtre, c'est catastrophique. C'est l'Opéra de Paris qui perd 38 millions d'euros en trois ans sur un budget de 100 millions d'euros. Ce sont des compagnies de théâtre qui ferment », a-t-elle ajouté. Cette « marche » est une rare initiative unitaire puisque, au côté des salariés du spectacle (CGT, CFDT, FO, CGC, etc.), les grands syndicats d'employeurs des secteurs de la musique, de l'opéra, des orchestres et de l'art contemporain sont de la partie (Profedim, CPDO, Cipac, Synolyr, etc.). « Je pense que la ministre de la Culture est très contente de cette mobilisation qui lui donnera du poids dans ses négociations avec Bercy, alors que les arbitrages lui ont toujours été défavorables », a estimé le syndicaliste CGT Denis Gravouil.



Quelle place et quel budget pour la Culture? La question est posée.

AFP

Ni là, ni ailleurs

Editorial

La chasse aux économies budgétaires est ouverte. Et ce serait donc 50 milliards d'euros qu'il faudrait trouver entre 2015 et 2017. Pour quoi? Pour financer les priorités définies par le président François Hollande. En l'occurrence le pacte de responsabilité. Autrement dit, des baisses de cotisations patronales. Or, « pour ne pas faire supporter cela aux ménages » - soit ne pas augmenter les impôts - il faut « gratter » sur le fonctionnement de l'État et sur ses capacités d'intervention et d'investissement. Cette chasse inquiète, forcément. Les syndicats enseignants ont immédiatement réagi à l'option (info, intox?) de geler les augmentations dans la fonction publique de Vincent Peillon. La ministre de l'Environnement Cécile Duflot a opposé « un devoir d'investissement » tandis que les associations oeuvrant sur le droit au logement demandent à ce que ce secteur sinistré soit épargné. Idem pour ceux qui travaillent au quotidien dans le social, fatigués de gérer la pénurie. Et hier donc, c'était le monde de la culture, qui lançait son « pas nous ». Rappelant les coupes déjà subies, les gains difficiles dans un secteur qui doit déjà composer avec rien ou si peu. Toutes ces personnes ont raison. Aucune coupe n'est justifiée. Comme le martèle un peuple de gauche appelé aux urnes mais rarement écouté: l'austérité ne vaut nulle part. Investir dans la culture, l'école, la science, le logement, c'est parier sur l'avenir.

ANGÉLIQUE SCHALLER

Une bien surprenante ministre

C'est « une marche pour dire: nous avons fait notre effort ». Le budget de la culture a été l'un des plus gros contributeurs à l'effort de réduction des déficits publics ». Le propos n'est pas d'un des organisateurs de la marche pour la culture, mais de la ministre en charge du dossier, Aurélie Filippetti, interviewée hier matin sur Radio Classique. La même qui a toujours trouvé normales les réductions budgétaires imposées par le gouvernement, et légitime le fait que le ministère de la Culture y parti-

cipe. Et plutôt avec zèle d'ailleurs. La même qui affirmait il y a peu que le budget culture 2014 - celui en baisse de 2% - était « tout le contraire d'un coup de rabot » mais qu'il avait « préservé l'ensemble des secteurs de la création - le spectacle vivant, les arts plastiques, l'édition littéraire, la musique ». Et l'entourage de la ministre de lâcher que ce budget avait « pris dans la caisse des plus riches ». Soit le Louvre, Orsay, l'Opéra de Paris, Versailles, la Comédie-Française ou le Quai Branly.

A.S.

Repères

2%

de baisse pour le budget culture dans le projet de loi de finances de 2014. Soit moins de 1% du budget de l'État consacré à la culture. Soit un retour à un niveau antérieur à 1981.

148

millions d'euros d'économie: prélèvements exceptionnels sur les opérateurs du ministère de 20 M€ (théâtres nationaux, musées...), 38 M€ sur l'audiovisuel public, 90 millions au CNC...

Métropole

La loi sur la métropole permet par simple décret de transférer certaines compétences de l'État à des collectivités territoriales en matière culturelle. La fin de l'équité territoriale, sachant que, de plus, ces collectivités ont de moins en moins d'argent.

6

millions d'euros en moins pour le soutien aux conservatoires de musique ou d'art dramatique et 4 millions de moins pour « le soutien à la démocratisation et à l'éducation artistique et culturelle ».

Sanctuarisé

Un budget culture sanctuarisé: la formule était du candidat à la présidentielle François Hollande. Elle est désormais celle d'un groupe de députés socialistes - dont Pierre Alain-Muet, rapporteur - qui a cependant et en attendant acté la baisse de 2%.